

- Membres théoriques :
20
- Membres en exercice :
20
- Membres présents :
14
- Pouvoirs :
2
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**



EXTRAIT DES DELIBERATIONS

AJUSTEMENTS DE LA STRUCTURE DU SDIS 76

Le 02 juin 2022, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 17 mai 2022, s'est réuni à la Direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 14 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes Pierrette CANU, Louisa COUPPEY, Claire GUEROULT, Virginie LUCOT-AVRIL, Dominique TESSIER.
MM. Nicolas BERTRAND, Olivier BUREAUX, Bastien CORITON, Julien DEMAZURE, Dominique METOT, Florent SAINT-MARTIN, Jean-Pierre THEVENOT.

Suppléant

M. Jean-Michel MAUGER.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel hors classe Stéphane GOUZEC, le Lieutenant-Colonel Hervé COLIBERT, le Lieutenant Jérôme ANQUETIL, l'Adjudant-Chef Philippe SEVESTRE, Patrick D'ANGELO, Payeur départemental et Mme Gladys TEINTURIER.

III. Membre de droit :

M. Clément VIVES, Directeur de Cabinet, représentant Monsieur le Préfet.

IV. Pouvoirs :

Mme Marie-Agnès POUSSIER WINSBACK à Monsieur Nicolas BERTRAND.
M. Didier TERRIER à Monsieur Olivier BUREAUX.

Étaient absents excusés :

Mmes Chantal COTTEREAU, Christine MOREL, Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK.
MM. Gérard COLIN, Guillaume COUTEY – représenté, Nicolas ROULY, Didier TERRIER, le Colonel Thierry SENEZ, le Lieutenant-Colonel Hervé TESNIERE, le Commandant Julien HURE – représenté, le Capitaine Nicolas VACLE.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Projet d'établissement		
Les Politiques	Les Axes Stratégiques	Les Segments de Travail
<i>Ressources et moyens</i>	<i>Préserver, optimiser et adapter la RH</i>	

*
* *

Vu :

- *le Code général des collectivités territoriales,*
- *le Code général de la Fonction publique,*
- *la loi n° 2021-1520 du 25 novembre 2021 visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels,*
- *le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifié portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,*
- *la délibération n° BCA-2019-016 du 04 avril 2019 portant modifications de l'organigramme du Sdis 76,*
- *la délibération n° DBCA-2021-087 du 02 décembre 2021 portant modifications du tableau des emplois budgétaires,*
- *la délibération n° DCA-2022-002 du 24 février 2022 portant modifications du tableau des emplois budgétaires,*
- *la délibération DCA-2022-020 du 31 mars 2022 portant modifications du tableau des emplois budgétaires.*

*
* *

Le Conseil d'administration du 04 avril 2019 a adopté un nouvel organigramme du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime. Cette organisation a été ajustée par des délibérations complémentaires. De nouvelles évolutions vous sont ici présentées.

I. Adjoints aux sous-directeurs

Par nécessité de continuité de service, chaque sous-directeur sera secondé par un adjoint au sous-directeur désigné parmi ses chefs de groupement.

II. Ajustements de l'organigramme de la Sous-direction Anticipation et action

La Sous-direction Anticipation – Action souhaite procéder aux ajustements suivants :

- un poste d'assistant(e) au sein du service de l'administration générale de la sous-direction Anticipation et action est supprimé. Un poste d'adjoint(e) au chef de service accessible du grade de rédacteur principal de 2^{ème} classe à attaché est créé ;
- un poste de chargé de mission COTTRIM est renommé en poste d'officier supérieur en charge de la sûreté et de la sécurité ;
- afin d'apporter une aide supplémentaire au groupement prévision et aménagement du territoire, le temps de travail d'un(e) assistant(e) dont le poste budgétaire est affecté au groupement prévention sera partagé entre ces deux groupements pour la même quotité.

III. Ajustement de l'organigramme de la Sous-direction Santé et bien être

Suite à la mise en place de la Sous-direction Santé et bien être en mars 2022, il est apparu nécessaire de restructurer cette dernière afin d'améliorer le pilotage des services. Pour cela, il est proposé la création de 4 groupements fonctionnels afin de répondre en particulier aux opportunités liées à la loi Matras du 25 novembre 2021, à savoir :

- un groupement Secours et soins d'urgence et gestion des ressources : il vise à assurer la gestion des services opérationnels, la formation et la coordination des équipes sur les territoires (250 agents). Cela répond à l'opportunité de la mise en œuvre des techniciens en soins d'urgence pour nos sapeurs-pompiers. Cette évolution dans nos usages conforte et ajoute des prérogatives en termes de missions, ce qui entraîne de fait une évolution des pratiques pour les années à venir.
- un groupement Logistique et santé : l'activité de Secours d'Urgence Aux Personnes représentant plus de 85 % de nos missions des services d'incendie et de secours, il est apparu nécessaire de restructurer ces services en groupement faisant suite à l'évolution des dispositifs indispensables à cette activité.
- un groupement Médecine d'aptitude et prévention : sa mission est de prévenir toute altération de l'état de santé des agents en assurant le suivi médical. Il assure la surveillance des capacités psychiques et mentales nécessaires aux exigences des postes et des missions, et de prévenir l'altération de la santé des agents (prévention et promotion de la santé).
- un groupement Qualité de vie en service : sa mission principale est de développer la culture de prévention et de mettre en place des outils afin de favoriser le bien être des agents en particulier dans le domaine de l'accompagnement social.

IV. Changement de dénomination du groupement des Affaires réservées

Le Conseil d'administration du Sdis 76 a validé, le 04 avril 2019, la création d'un groupement des Affaires réservées (GAR). Celui-ci relève de la politique sociétale de l'établissement et plus particulièrement de l'axe stratégique intitulé « Assurer le rayonnement et l'attractivité du Sdis ».

Le groupement des Affaires réservées est organisé en 3 services :

- engagement citoyen
- développement du volontariat
- communication

En complément, il est en charge de la chancellerie, et assure, par la voix du Chef de groupement, le dialogue social.

Le nom actuel du groupement, « Affaires réservées », n'est pas représentatif des missions qui y sont menées, principalement axées sur l'ouverture et l'échange. Cela apporte de la confusion auprès des agents de l'établissement, mais aussi un manque de lisibilité pour nos partenaires extérieurs.

Aussi, il est proposé de renommer le groupement des Affaires réservées en groupement « de l'Engagement citoyen, de la valorisation et de la communication » (GEVCOM).

V. Postes vacants susceptibles d'être pourvus par des agents contractuels

En l'absence de candidats titulaires répondant au profil recherché, les postes suivants pourront être tenus par des agents contractuels recrutés sur la base des articles L.332-23 à L.332-8 du Code Général de la Fonction Publique :

- cadre de conception, technicien à technicien principal de 2^{ème} classe, au sein du groupement formation et activités physiques ;
- chargé(e) du développement de l'engagement citoyen, au sein du groupement « de l'engagement citoyen, de la valorisation et de la communication » ;
- adjoint(e) au chef de service GPEEC et mobilités, rédacteur principal 2^{ème} classe à attaché, au sein du groupement Ressources humaines ;
- expert(e) rédacteur principal 2^{ème} classe à attaché, au sein du secrétariat de direction ;
- chargé de la gestion du parc, agent de maîtrise principal à technicien principal de 1^{ère} classe, au sein du groupement Technique et logistique ;
- contrôleur(se) des équipements et des matériels, adjoint technique principal 2^{ème} classe à agent de maîtrise principal au sein du groupement Technique et logistique ;
- juriste, cadre d'emplois des rédacteurs, au sein du groupement de l'administration générale et des affaires juridiques ;
- adjoint(e) au chef de service systèmes et production, technicien principal de 2^{ème} classe à ingénieur au sein du groupement pilotage, évaluation, prospective et système d'information ;
- chargé(e) des matériels roulants, agent de maîtrise principal à technicien principal de 1^{ère} classe, au sein du groupement technique et logistique ;
- gestionnaire, cadre d'emplois des adjoints administratifs, au sein du groupement Formation et activités physiques ;
- assistant(e) CIS mutualisés, cadre d'emplois des adjoints administratifs, au sein du centre d'incendie et de secours d'Yvetot ;
- assistant(e), cadre d'emplois des adjoints administratifs, au sein du groupement de l'administration générale et des affaires juridiques ;

Dans le cadre du remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels, le poste suivant pourra être tenu par un agent contractuel recruté sur la base de l'article L.332-13 du Code général de la fonction publique :

- assistant(e), cadre d'emplois des adjoints administratifs au sein du groupement des Ressources humaines ;

Pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité ou saisonnier d'activité, le poste suivant pourra être tenu par un agent contractuel recruté sur la base de l'article L.332-23 du Code général de la fonction publique :

- logisticien(ne) Plages, adjoint technique au sein de la sous-direction Santé et bien-être ;

*

* *

L'avis du comité technique a été recueilli le 02 juin 2022 :

Pour la proposition du GEVCOM avec l'ajout de la mention « volontaire » :

Le collège des représentants de l'administration émet un avis favorable à l'unanimité.

Le collège des représentants du personnel émet un avis défavorable à la majorité.

Pour le vote du rapport :

Le collège des représentants de l'administration émet un avis favorable à l'unanimité.

Le collège des représentants du personnel émet un avis favorable à la majorité des votants.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et acceptent la proposition de changement du nom du Groupement des affaires réservées (GAR) en Groupement de l'Engagement volontaire et citoyen, de la Valorisation et de la Communication (GEVCOM).

Le Président du Conseil d'administration,

Signé électroniquement, le 07/06/2022
Andre GAUTIER, Président CASDIS

André GAUTIER

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20220607-DCA-2022-027-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 08/06/2022

Affichage : 08/06/2022

Pour l'autorité compétente par délégation

